

2010/08

Les Balkans d'hier, de nos jours, de demain : recomposition et décomposition !

par NDUE BELUSHI

*Analyses &
Études*
Société



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro SBOLGI, Editeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Notre société a la chance de vivre une époque où les principes des Droits de l'Homme protègent ou devraient protéger les citoyens contre tout abus.

ÉCONOMIE

La Presse autant que les publications officielles de l'Union européenne et de certains organismes internationaux, s'expriment sur les problèmes de l'immigration et s'interrogent sur la manière d'arrêter ce flux important.

CULTURE ET CULTURES

La Belgique, dont 10% de la population est d'origine étrangère, est caractérisée, notamment, par une importante diversité culturelle

MIGRATIONS

La réglementation en matière d'immigration change en permanence et SIREAS est confronté à un public désorienté, qui est souvent victime d'interprétations erronées des lois par les administrations publiques, voire de pratiques arbitraires.

SOCIÉTÉ

Il n'est pas possible de vivre dans une société, de s'y intégrer, sans en comprendre ses multiples aspects et ses nombreux défis.

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site www.sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

CES PAYS DES BALKANS QUI SÉPARENT L'OCCIDENT DE L'ORIENT ONT-ILS LEUR HISTOIRE ?

Les **Balkans** forment une des trois péninsules d'Europe du Sud – celle du Sud-Est. Elle est bordée par des mers sur trois côtés : l'Adriatique et l'Ionienne à l'ouest, la mer Égée au sud et à l'est la mer de Marmara et la mer Noire. Au Nord, on la délimite généralement par les cours du Danube, de la Save et de la Krka. La région couvre une aire de plus de 550 000 km² et regroupe une population de près de 53 millions d'habitants. Cette région regroupe plusieurs pays :

L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Grèce.

Et partiellement ; la Serbie (les territoires au sud du Danube, Serbie Centrale), **la Croatie** (la Dalmatie ainsi que les territoires à l'ouest de Zagreb), **la Slovénie** (le sud de la Slovénie, l'Istrie), **la Roumanie** (la Dobrogée), **la Turquie** (la Thrace, les îles de Gökçeada et Bozcaada).

Une région où on entend parler le bosnien, le croate, le serbe et monténégrin, le grec, le turc, le bulgare, l'albanais, le macédonien, le slovène, le roumain etc.

Depuis plus de 150 ans, les Balkans forment une des zones les plus conflictuelles du continent. D'innombrables conflits y ont opposé des pays de la région entre eux, ainsi que des grandes puissances entre elles. D'où vient cette continuité et cette intensité de la conflictualité balkanique qui se poursuit jusqu'à nos jours ? Les Balkans ne sont cependant pas détenteurs de grandes richesses comme le Moyen-Orient ou la Russie. (Le Kosovo possède entre autres des réserves de lignite estimées à 15 milliards de tonnes, ce qui en fait le 5^{ème} gisement mondial. L'Albanie possède des réserves entre autres de gaz naturel estimées à 2,7 trillions de m³, et de pétrole estimées à

198 million de barils etc.). L'agriculture y a toujours été médiocre et la région dans son ensemble est peu industrialisée. Les échanges commerciaux, quant à eux, ont toujours été faibles. À l'évidence, la conflictualité balkanique ne prend pas son origine et sa source dans l'économie, mais dans la présence continuelle, sur un espace limité, de peuples divers qui ne s'entendent pas.

Les Balkans constituent une mosaïque de peuples et de religions. L'albanais, et au sud le grec sont les seules langues non slave qui subsiste après les invasions : Serbes, Croates, Bulgares s'établirent dans la région à partir du V^e siècle après Jésus-Christ. Jusqu'à la conquête ottomane (XIV^e siècle), la région est politiquement partagée entre des royaumes bulgares et serbes (constitués à partir du IX^e siècle) mais aussi sous domination vénitienne (Sud-ouest) ou hongroise (nord), et ensuite Croatie et Bosniaque, et bien sûr byzantine.

Le congrès de Berlin enflamme la région. Les Balkans deviennent le théâtre de rivalités internes qui mettent aux prises tous les pays de la région. En 1885, la Serbie est en guerre contre la Bulgarie, en 1897 c'est la Grèce contre l'Empire Ottoman, en 1912 (ligue balkanique) tous ensemble contre l'Empire Ottoman qui perd la Macédoine que l'on se dispute en 1913 (Grèce, Serbie et Roumanie contre Bulgarie). La Serbie et la Grèce se partagent alors la Macédoine. Ensuite la région devient le théâtre de jeux d'influence entre Londres, Paris, Berlin, Rome et la Russie, elle est à l'origine de la Première Guerre Mondiale, ensuite sous occupation allemande, puis zone centrale de la guerre froide, et enfin, théâtre de désordres sanglants nés des tensions qui ont suivi la fin du communisme.

Une réponse peut être apportée d'évidence : la conflictualité des Balkans repose sur des raisons géopolitiques, mais c'est là une tautologie qu'il convient de dépasser. En quoi précisément y-a-t-il un socle géopolitique permanent qui sous-tend la constante instabilité de cette région ? Pourquoi les ambitions territoriales et les conflits identitaires des nations balkaniques ont-ils toujours été instrumentalisés par les puissances extra-balkaniques pour conforter leur volonté de domination et leurs rêves impériaux ? Pourquoi le contrôle des pays de la péninsule a-t-il toujours été perçu comme le point de passage obligé de tout le dispositif géopolitique en Europe par les grandes puissances, quelles qu'elles aient été, alors que les Balkans sont pauvres et stratégiquement pas aussi importants que cela, surtout à l'époque actuelle. Une esquisse de réponse ne pourrait-elle pas être amorcée en constatant que la zone des Balkans tire sa haute sismicité géopolitique du fait qu'elle a toujours été une zone de refoulement, l'instrumentalisation des conflits locaux a toujours eu pour objectif fondamental d'empêcher les puissances d'installer leur influence, le mécanisme général étant tout autant défensif qu'offensif. C'est pour prévenir l'installation d'une autre qu'une

puissance cherchait à s'installer dans les Balkans. L'Autriche entama ainsi, à partir des années 1870, une descente vers les Balkans pour empêcher la Russie de s'y installer, la Russie quant à elle cherchant à occuper les Balkans pour éviter l'installation de l'Autriche et de son alliée, l'Allemagne, qui auraient ainsi pu la menacer. Ce fut de même pour les diplomaties anglaises, françaises, italiennes ou allemandes. La géopolitique balkanique obéit à une loi de prévention plutôt qu'à des impératifs purement impérialistes, même si ceux-ci ne peuvent pas être complètement écartés (2). **Mais jusqu'à quand cette politique devra continuer ?**

D'OU VIENT CET ATTACHEMENT DE LA SERBIE AU KOSOVO ?

Cet attachement vient de la fameuse bataille de Kosovo Polje, en 1389, considérée par les Serbes comme l'événement fondateur de la Serbie. D'après eux, la défaite qu'ils auraient subie à ce moment là face aux Ottomans marquerait le début de l'asservissement de la Serbie, une Serbie cependant désormais unie.

Il s'agit déjà d'une drôle de conception de la nation, sachant que l'importance même de cette bataille est soumise à controverses, et qu'il n'en est pas sorti grand chose, si ce n'est que les deux chefs de la bataille, le sultan Murat pour les Ottomans et le tsar Lazar Hrebeljanovi pour les Serbes y sont morts. À part cela, il y a eu peu de conséquences directes, étant donné que les Ottomans, bien qu'étant vainqueurs de la bataille, ont préféré ne pas s'avancer plus loin en territoire serbe, vu que le pouvoir politique de l'Empire était affaibli par le décès de Murat. Ce n'est que quelques temps plus tard que l'annexion se fait réellement, mais de manière plus pacifique, avec une union scellée par le mariage entre la fille de Lazar, Olivera Despina, avec le nouveau sultan Ottoman Beyazit.

Ainsi donc, selon la manière dont on voit l'histoire, on pourrait dire que les serbes considèrent comme événement fondateur de leur nation une bataille qui n'a pas servi à grand chose, alors que l'annexion à l'empire Ottoman de la Serbie n'est que le résultat d'une union entre une princesse serbe et un sultan ! Mais pourquoi donc y attachent-ils tant d'importance alors ? Il s'agit là des mêmes raisons qui ont poussé les français à dire que leurs ancêtres étaient les gaulois ! Lorsque vous voulez justifier de la cohésion de votre pays, l'histoire est une chose facile à manipuler. Si vous arrivez à trouver un événement historique prouvant que cela fait déjà longtemps que le pays existe, bien qu'il ne soit pas uni, ou qu'il soit annexé. Le mythe gaulois en France, ainsi, a commencé à être véhiculé dès la fin du Moyen-Âge, lorsque les capétiens cherchaient à agrandir leur territoire. De même, les serbes ont commencé à créer le mythe de la bataille de Kosovo Polje au début du XIX^e siècle, afin de justifier leurs revendications indépendantistes

face aux Ottomans. Il ne s'agit donc en fait que d'un pur opportunisme politique.

La raison politique, c'est aussi ce qui a motivé plus de 150 ans plus tard Milosevic, lorsqu'il a accédé au pouvoir. Que ce soit bien clair, il n'était pas un nationaliste, juste un jeune loup aux dents longues. Il n'a jamais, au cours de sa jeunesse, été membre d'un quelconque mouvement nationaliste serbe. Au contraire, dès son plus jeune âge, il a été cadre au sein du parti communiste yougoslave, à une époque où Tito, c'est-à-dire la tête du Parti, ne tolérait aucune forme de revendication nationale, particulièrement venant de la Serbie. Il a poursuivi sa carrière, jusqu'à devenir, au milieu des années 80, président de la branche serbe du parti communiste yougoslave.

Mais ceci ne suffit pas au jeune Slobodan : il veut plus de pouvoir, particulièrement celui détenu par son grand ami de toujours, Ivan Stambolic, président de la république fédérée de Serbie. Pour s'en débarrasser, il va profiter de la situation économique désastreuse utilisant une méthode vieille comme le monde : agiter le spectre du nationalisme. Grâce à une campagne savamment menée avec l'appui des médias, il se fait passer rapidement pour le sauveur de la Serbie en réveillant un nationalisme enfoui pas très profondément. Et de quoi va-t-il se servir ? Du Kosovo, évidemment ! Et cela va marcher, à tel point qu'il arrive rapidement à faire démissionner Stambolic pour lui prendre sa place à la tête de la Serbie.

C'est assez finement joué de sa part que d'utiliser cette province, mettant ainsi un terme à un obstacle qui barrait sa route. Milosevic veut plus que la Serbie, il veut le contrôle de la totalité de la Yougoslavie. Le problème pour lui, c'est que ces aspirations s'opposent aux mécanismes qu'avait mis en place Tito. L'un des plus gros travaux politiques du maréchal à la fin de son règne a été de juguler le nationalisme serbe. Il s'agissait d'un problème important, dans la mesure où les serbes dominaient la Yougoslavie d'avant-guerre, et qu'ils voulaient absolument retrouver cette domination. Or, la République Fédérale de Yougoslavie était conçue de telle sorte qu'ils pouvaient presque obtenir cette domination dans les années 60. Il y avait en effet dans le pays deux camps, le pro-serbe, constitué de la Serbie et de ses « cousins » macédoniens et monténégrins, pays traditionnellement orthodoxes, et de l'autre un camp beaucoup plus opposé à la Serbie composé de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine. Chaque république fédérée ayant une voix, il y avait donc égalité, mais pas tout à fait, sachant que la Bosnie-Herzégovine était tellement multiethnique que son alliance avec les Croates et les Slovènes (toutes les deux de confession catholique) était sujette à re-

virement. Pour faire face à cela, Tito va utiliser deux provinces serbes aux aspirations traditionnellement sécessionnistes : la Voïvodine et... le Kosovo ! C'est ainsi que furent créés en 1974 deux « provinces autonomes », disposant de presque tous les droits des républiques fédérées (sauf celui de demander l'indépendance), et possédant surtout un droit de veto sur les décisions prises par la République Fédérée de Serbie. Il s'agissait là d'une très bonne tactique, vu que désormais le camp « anti-serbe » était supérieur au camp pro-serbe, d'autant plus qu'il était certain que le Kosovo, déjà à majorité albanaise malgré les multiples tentatives de « reserbisation » que Belgrade avait entreprises au cours du début du XX^e siècle, n'allait jamais se plier à ce que lui demanderait la Serbie.

Ainsi donc, en utilisant le Kosovo pour raviver les flammes nationalistes serbes, Milosevic peut aussi inverser le mécanisme mis en place par Tito. Se servant de la foule serbe, il parvient à accéder au poste de président de la République Fédérale de Yougoslavie, avant de réussir à supprimer l'autonomie accordée à la Voïvodine et au Kosovo. Le voici donc devenu maître d'une Yougoslavie dont il a pris la tête grâce à des manœuvres politiciennes dont la base est le Kosovo. La suite, on la connaît tous... l'histoire se finira en 1999 avec plusieurs centaines de milliers de morts au compteur. Et le pire dans tout cela, c'est que le fiel qu'a répandu Milosevic continue de couler en Serbie lorsque l'on voit l'attachement qu'ont une bonne partie des Serbes à cette terre qui pourtant n'est quasiment plus peuplée que par des Albanais.

Pour résumer, l'attachement au Kosovo dont fait preuve la Serbie, particulièrement celui que nous connaissons actuellement, n'est que le résultat de manipulations politiciennes orchestrées par un homme avide dont la seule préoccupation était de conquérir le plus de pouvoir possible. Pour réussir dans son entreprise, il s'est appuyé sur le nationalisme de son peuple, en profitant du terreau de la crise économique. Le résultat en a été près de huit ans de guerre entre 1991 et 1999.

IL FAUT CHANGER CETTE POLITIQUE HÉRITÉE DE TITO QUI EMPÊCHE LES SERBES DE DOMINER LA YUGOSLAVIE : RECOMPOSITION/DÉCOMPOSITION !

Au nom de stratégies souvent contradictoires, la Yougoslavie est située au cœur d'une région où les nombreux peuples la constituant ont été, dès le XIV^e siècle, tantôt dominés, tantôt mélangés, tantôt déplacés, tantôt confrontés à différentes puissances. La mosaïque ethnique est réelle et les tensions perpétuelles.

Le clivage ethnolinguistique semblait insurmontable jusqu'au jour où le chef communiste croate Josip Broz dit Tito a entrepris la construction d'un

État fédéral en Yougoslavie. La Yougoslavie de Tito était celle de l'unification des peuples.

Envahie par les troupes allemandes en 1941, la Yougoslavie se divise en deux camps. Tandis que les Oustachis croates d'Ante Pavelic créent un État fasciste en Croatie et se livrent à des atrocités sans nom, les résistants communistes emmenés par Josip Broz, dit Tito, libèrent progressivement le pays.

À la fin de la guerre, Tito prend le pouvoir en Yougoslavie. Cet homme exceptionnel comprend que la balkanisation est le principal ennemi des Balkans. Il crée une fédération balkanique avec l'Albanie et la Bulgarie. Mais ces pays sont désormais dans le camp communiste et la Russie fait échouer le projet de Tito. Celui-ci, « excommunié » par Moscou en 1948, devient l'un des grands leaders du mouvement des non-alignés et mène dès lors une politique étrangère indépendante de Moscou.

L'action de Tito est aussi déterminante à l'intérieur de la Yougoslavie. Celle-ci devient un État fédéral, composé de six républiques (Bosnie, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) et de deux régions autonomes en Serbie (le Kosovo albanophone et la Voïvodine magyare). L'objectif est clair : mettre fin à l'hégémonie des Serbes et permettre à chaque peuple de Yougoslavie de vivre en bonne entente avec les autres.

Tito récuse aussi le centralisme bureaucratique en vigueur dans tous les pays communistes. En Yougoslavie, la Ligue des communistes est décentralisée et l'autogestion est la règle, ce qui permet au pays d'être plus prospère que les pays frères.

Tito disait : « la Yougoslavie à six républiques, cinq nations, quatre langues, trois religions, deux alphabets, un parti ». Il aurait pu ajouter : et un seul chef, car c'est son prestige, son intelligence et sa poigne qui garantissent l'unité de la Yougoslavie. La suite des événements le démontre.

En 1980, à la mort de Tito, les Yougoslaves passent d'une figure emblématique, bien que controversée, à un pouvoir anonyme, qui leur laisse à peine le temps de se familiariser avec leurs dirigeants. La Constitution de 1974 prévoit en effet l'existence d'une présidence collégiale, comprenant un représentant pour chaque république et chaque région autonome. La présidence est censée connaître une rotation tous les ans, alors que le gouvernement possède un mandat pluriannuel. Cette transition soudaine et peu satisfaisante contribue à donner un caractère instable et précaire à la vie politique, remettant en cause la viabilité du système. Après la disparition du charismatique maréchal, la place du pouvoir est *de facto* vacante, les postes de présidents formellement créés n'étant en aucun cas influents. Toutes les conditions sont réunies pour une course au pouvoir.

En Yougoslavie, la synchronie de deux processus, l'érosion de l'État fédéral et la chute du communisme, prédomine à la fin des années 1980.

L'instauration du pluralisme politique est ainsi précédée par une remise en cause de l'héritage titiste, et accompagnée d'une volonté d'affirmation nationale grandissante de la part de certaines composantes de la Fédération. Si la contestation est plus ou moins latente dans l'ensemble du pays, voire parfois doublée de mesures politiques concrètes comme en Slovénie, le contrat titiste, tacite depuis 1980, est rompu par la Serbie avec l'élaboration d'un Mémoire sur la crise yougoslave.

Ce document, perçu comme une remise à l'ordre du jour de la « question serbe », représente en effet la première césure importante de cette période. En septembre 1986, l'Académie serbe des Sciences et des Arts (SANU) émet un Mémoire rédigé par une dizaine d'intellectuels. Lors de la publication du Mémoire de la SANU, la République de Serbie ne connaît pas encore de contestation manifeste à l'égard de Tito et respecte les règles de son héritage politique. Mais ils agissent ensemble : aucune distinction n'est faite entre les points de vues nationalistes ou démocratiques. De plus, intellectuels et « dissidents accordent à partir de 1985 une place prépondérante au thème de la nation serbe, contrairement aux actions menées au début des années 1980, principalement orientées sur la question des droits de l'homme et de la liberté de création. Si l'insatisfaction des Serbes à l'égard de la Constitution est constante depuis 1974, sa contestation n'a jamais été aussi explicite que dans le Mémoire.

Le Mémoire de la SANU, texte d'une vingtaine de pages, est divisé en deux parties, l'une consacrée à la crise de l'économie et de la société yougoslaves, la seconde au statut de la Serbie et du peuple serbe. Parmi les multiples maux dont souffre la Yougoslavie, la décentralisation, qui a favorisé l'économie fédérale aux dépens de l'économie des républiques, renforce les pouvoirs politiques dans les républiques et provinces, ce qui donne lieu à des actes séparatistes et nationalistes. Ces manifestations ont toutes pour origine la Constitution de 1974, rendue responsable de la transformation de la Yougoslavie en une « sorte de confédération ».

Le second volet du document est, quant à lui, entièrement consacré au statut de la Serbie et du peuple serbe. Si tous les peuples yougoslaves partagent les difficultés évoquées dans la première partie, on peut lire que le peuple serbe est, entre tous, le plus touché. La Croatie et la Slovénie, déjà plus avancées sur le plan économique, se sont développées très rapidement aux dépens de la Serbie. De plus, toujours selon les académiciens, la Serbie aurait fait d'importants sacrifices pour le Fonds de la Fédération (dont les bénéficiaires sont destinés aux républiques les moins développées), contrairement à la Croatie, à la Slovénie et à la Voïvodine, ce qui prouverait l'existence d'une « coalition anti-serbe ».

Parallèlement à une situation économique inquiétante, la Serbie est la grande victime de la Constitution de 1974, qui l'a divisée en trois parties,

statut qui favorise les velléités autonomistes et séparatistes des provinces autonomes. Le problème le plus épineux demeure toutefois celui du Kosovo, province autonome où les Serbes sont sujets à un « génocide physique, politique, juridique, culturel (...) » de la part de la population albanaise, sans recevoir aucune aide et soutien des autres républiques. Si la situation au Kosovo est alarmante, le Mémorandum prétend que ce n'est pas l'unique endroit de Yougoslavie où les Serbes sont victimes de discriminations. En effet, « excepté lors de l'existence de l'État Croate Indépendant, les Serbes de Croatie n'ont jamais été dans le passé autant menacés qu'aujourd'hui ». La situation précaire des Serbes de Croatie et l'évolution politique de la Voïvodine, en raison de l'autonomie qui lui a été octroyée, permettent aux auteurs de conclure qu'un « ...processus s'est orienté vers la destruction totale de l'unité nationale du peuple serbe ».

Afin de rendre possible une telle défense, la constitution yougoslave doit être révisée et réorientée vers un système fédéral. Pourtant, les moyens pour parvenir à ces réformes ne sont à aucun moment précisés... La boîte de Pandore est néanmoins ouverte et le document suscite de vives réactions dans les milieux politiques yougoslaves. Directement attaquées, les républiques concernées par les accusations des académiciens serbes s'insurgent contre ces déclarations jugées « grand-serbes » (appelé le grand exode, se réfère à deux grandes migrations des Serbes de l'Empire Ottoman à la monarchie des Habsbourg. Une campagne médiatique « anti-Mémorandum » s'étend dès lors dans toute la Yougoslavie.

Le Mémorandum, véritable plaidoyer pour « l'unité nationale du peuple serbe et pour le droit à l'existence d'une Serbie en tant que nation, est donc bien le premier projet de l'ère post-titiste visant à modifier le cadre politico-territorial de la Yougoslavie. Cela explique l'importance des réactions à l'échelle du pays et ouvre la voie à des projets similaires. Le Mémorandum est également à l'origine de fractions au sein du Parti communiste serbe, qui ne feront que s'amplifier jusqu'au huitième plénum.

Le huitième plénum du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie (1987) qui voit la victoire de la fraction de S. Milosevic, alors Président du Comité central de la LC de Serbie, sur celle de Dragisa Pavlovic (Président du comité de la ville de la LC de Belgrade) et d'Ivan Stambolic (Président de la présidence de Serbie), constitue le tournant idéologique le plus important du parti communiste serbe depuis 1945.

Le Kosovo, qui est la province la plus pauvre de la Fédération, avec une population à majorité albanaise : entre 1948 et 1991, les Albanais passent de 68,5% à 82,2% de la population totale, alors que les populations serbes et monténégrines passent de 27,5% à 11%, écart qui s'explique par la dénatalité et une forte émigration. À partir de 1974, la province dispose d'un parle-

ment, d'un gouvernement, d'une Cour constitutionnelle et d'une université bilingue. Cependant, des manifestations massives se produisent en 1981, réclamant le statut de république fédérée pour le Kosovo, qui permettrait à la province d'obtenir le droit à l'autodétermination, uniquement attribué aux républiques dans la constitution de 1974.

De leur côté, les Serbes du Kosovo s'organisent dès 1982 en un mouvement de contestation. À l'automne 1985, ce mouvement émet une pétition dénonçant la politique séparatiste des Albanais, jugés responsables de l'exode des populations serbes et monténégrines locales.

De nouveaux rassemblements de Serbes et de Monténégrins en avril 1987 permettent néanmoins à S. Milosevic de s'engager pour défendre la cause des Serbes du Kosovo, lui qui ne s'était jamais véritablement préoccupé de cette question auparavant. Le huitième plénum de la LC de Serbie marque donc le début d'une ère nouvelle pour le parti communiste serbe, caractérisée par une série de limogeages, la formation d'une élite regroupée autour de S. Milosevic ainsi que par le contrôle progressif des médias par le nouveau pouvoir.

En janvier 1988, le neuvième plénum affirme qu'un processus de « débureaucratisation » doit être mis en place, condition « indispensable à la libération des forces économiques, politiques et spirituelles de la société (...) ». L'enjeu final de la « révolution anti-bureaucratique » est d'aboutir à une « autogestion socialiste ». Mais son objectif est aussi de faire recouvrir à la Serbie son statut d'avant 1974, c'est-à-dire des provinces autonomes subordonnées à son pouvoir. En l'espace d'une année, l'évolution des aspirations que S. Milosevic nourrit pour la Serbie se perçoit donc de manière notable. Après l'invocation de la défense des Serbes et des Monténégrins du Kosovo, puis la nécessité de « débureaucratiser » la société, il est maintenant question d'intégrité territoriale et politique de la Serbie.

S. Milosevic renforce sa propre position au sein des institutions de la République de Serbie. Il accède en effet à la fonction de Président de la République de Serbie le 8 mai 1989. Six mois plus tard, le 11 novembre 1989, il est élu au suffrage direct avec 86% des voix, mais toujours dans le cadre de la LC de Serbie. Si l'on met en rapport les grands traits du Mémorandum de la SANU et les étapes selon lesquelles s'est construite l'ascension politique de S. Milosevic, il apparaît clairement que celui-ci a repris à son compte les conclusions des académiciens, en procédant en plusieurs temps, comme cela était suggéré dans le document. En revanche, c'est à S. Milosevic et à son équipe dirigeante qu'est revenue la tâche de désigner les moyens pour mettre en application les propositions du Mémorandum.

Les premiers partis commencent à apparaître en 1988-1989, mais c'est essentiellement la « menace » à l'intégrité de la Serbie, dans une hypothétique

prise du pouvoir de partis albanais au Kosovo, qui dissuade S. Milosevic de légaliser le pluralisme. Alors qu'un projet de loi sur les organisations politiques est adopté le 21 février 1990, il faut attendre le 19 juillet de la même année pour que la nouvelle loi sur l'organisation des partis politiques soit finalement votée. Bien qu'accepté dans son principe, le pluralisme politique tarde donc à être reconnu par les instances politiques serbes, le modèle prôné étant celui d'un pluralisme contrôlé, canalisé par le parti au pouvoir, et l'organisation d'élections libres est repoussée. Dans un second temps, lorsqu'il n'est plus possible de retarder les élections étant donné la reconnaissance des nouveaux partis politiques, le SPS en appelle au « peuple serbe » par le biais d'un référendum, pour décider de la marche à suivre : organiser les élections afin qu'une assemblée multipartisane prépare la constitution, comme l'exige l'opposition, ou bien élaborer une nouvelle constitution avant d'entamer toute procédure électorale. La date d'un référendum destiné à déterminer les priorités du calendrier politique en Serbie est fixée aux 1^{er} et 2 juillet. Avec 98,8% de « oui » en faveur d'une nouvelle constitution serbe avant les élections, le succès est double puisqu'il constitue un test favorable auprès des citoyens serbes avant les élections. De plus, cette victoire permet également au SPS de faire adopter la nouvelle constitution par une assemblée unipartite, et de doter le Président de la République de forts pouvoirs pour qu'il parvienne à traduire en acte l'espoir des serbes.

Les premières élections dites libres, qui se déroulent sur fond de surenchère nationaliste, de monopole du pouvoir en place sur l'ensemble de l'appareil d'État, et d'irrégularités multiples, révèlent la suprématie de S. Milosevic, élu Président de la République au premier tour. Ce résultat prouve la consolidation du régime issu de la « révolution anti-bureaucratique. »

La Constitution serbe, qui a été promulguée en septembre 1990 par une assemblée monopartite dans le cadre du monopole politique du SPS, ne peut être considérée comme le fondement d'un régime démocratique et ne correspond guère aux prémices d'un véritable processus de démocratisation : la rupture avec l'autogestion est floue, le pouvoir exécutif très fort favorise la personnalisation du pouvoir, le déséquilibre entre les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du président est flagrante, le pouvoir des provinces « autonomes » est réduit, etc. En entérinant la fin de l'autonomie des provinces, la nouvelle Constitution marque le « retour » de la souveraineté de la République Serbe sur l'ensemble de son territoire, conformément aux objectifs annoncés dès 1987 par S. Milosevic. Elle n'en représente pas moins la consécration du pouvoir d'un seul homme, le Président Serbe.

L'HEURE DU DÉCLIN YUGOSLAVE APPROCHE (1989) !

L'effondrement de l'Union soviétique signifia pour ses satellites la possibilité de s'émanciper de la tutelle russe et d'évoluer vers un avenir plus prospère et plus autonome. À l'inverse, pour la Yougoslavie, il sonna le glas de son existence même. En effet, la disparition de la bipolarité accentua les problèmes économiques et la faillite institutionnelle de cet État multiethnique, et conduisit au début des années 90 à son implosion violente.

À la suite de la rupture entre Staline et Tito en 1948, ce dernier introduit en Yougoslavie un système d'autogestion qui devait différencier le pays de l'économie dirigiste de l'Union soviétique. Pendant toute la décennie qui suivra, et jusqu'à la crise économique mondiale au début des années 70, la Yougoslavie se caractérisera par une croissance régulière et une prospérité nettement supérieure à celle de son ancien allié.

Toutefois, bien que ce succès économique soit à l'époque attribué aux mérites de Tito, il repose en grande partie sur l'utilisation souvent irrationnelle de crédits étrangers, pour la plupart en provenance des pays occidentaux. Ainsi, le Président américain Harry Truman instaure dès 1950 de généreuses aides militaires, politiques et économiques en affirmant que « l'indépendance continue de la Yougoslavie est d'une importance primordiale pour la sécurité des États-Unis ». La position particulière de la Yougoslavie, non-alignée et zone tampon entre les superpuissances, lui assure de la sorte dès le début un traitement privilégié.

Avec la réduction drastique des aides extérieures à partir du début des années 80, accélérée encore par la politique de détente menée depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, les faiblesses et les limites de l'autogestion titiste deviennent cependant apparentes. Malgré un ré-échelonnement des dettes par le Fonds Monétaire International et les créditeurs occidentaux en 1982/83, les intérêts sur les emprunts yougoslaves s'élèvent en 1988 à 1.2 milliards de dollars. S'ajoute une stagflation caractérisée par des agitations ouvrières (absentéisme, grèves, sabotage) et une hausse des prix hors de tout contrôle, avec un taux d'inflation qui passe de 120% en 1987 à 250% en 1988.

L'expérience multiethnique que représente la Yougoslavie repose sur un équilibre précaire rendu possible en 1945 par la reconnaissance du statut de républiques à la Bosnie-Herzégovine, à la Macédoine et au Monténégro. C'est dans cette même logique du renforcement de la Yougoslavie par l'affaiblissement d'une Serbie trop puissante qu'est reconnu un droit d'autonomie aux deux provinces serbes de Voïvodine et du Kosovo. Malgré un éloignement progressif des niveaux de vie dans les différentes républiques, ce système sophistiqué permet de maintenir la stabilité politique pendant plusieurs décennies.

Néanmoins, à partir de la mort de Josip Broz Tito en 1980, la situation se dégrade progressivement. Père idéologique de la Yougoslavie socialiste et dirigeant du pays pendant 35 ans, Tito a déjà consenti en 1974 à une modification constitutionnelle. Celle-ci consacre la transformation de la Yougoslavie, théoriquement fédérale mais *de facto* très centralisée, en une quasi-confédération avec une large autonomie pour les six républiques. Une double motivation sous-tend cette décision : d'un côté, Tito doit tenir compte des tensions inter-ethniques croissantes qui résultent du développement économique inégal des républiques ; de l'autre, il semble probable qu'il ait souhaité empêcher l'émergence d'un successeur aussi puissant que lui.

Parallèlement, les nationalismes se renforcent davantage et des disputes entre républiques deviennent de plus en plus fréquentes. L'antagonisme principal oppose la Slovénie, politiquement faible au sein de la fédération, mais avec une forte performance économique, à la Serbie et son dirigeant Slobodan Milosevic, qui s'engage à partir de 1987 en faveur d'un renforcement du pouvoir central. Le slogan « fraternité et unité » (*bratstvo i jedinstvo*), adopté durant la guerre de libération de 1941-45 et devenu la devise de la politique inter-ethnique de l'après-guerre, se transforme en farce. Avec l'abolition de l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine en février 1989, la Serbie s'approprie trois des neuf voix de la Présidence collégiale au niveau fédéral. Le rêve de la Grande Serbie devient le programme politique de Milosevic, c'est l'échec final du « titisme sans Tito ». À l'écartement idéologique croissant s'ajoute donc une mise en cause institutionnelle de la fédération, qui fragilise les relations entre les républiques jusqu'au point de rupture.

L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE DE SERBISATION

La politique linguistique adoptée par la Serbie au Kosovo vise l'assimilation. C'est pourquoi elle est appuyée par une politique de serbisation destinée à modifier la composition ethnique de la province. Mais cette politique de serbisation s'avère un échec.

Dès cette même période, le projet de changer la composition ethnique de la province fut explicitement affiché à Belgrade et suivi par toute une série de mesures incitant les Serbes à venir prendre des emplois et des logements au Kosovo en lieu et place des Albanais licenciés et poussés à l'exode par le harcèlement policier. Toutefois, la grande masse de plus de 400 000 réfugiés serbes venant de Croatie et de Bosnie et incités à s'installer au Kosovo refuse de le faire. Par la suite, la Serbie n'adopta pas moins de 200 lois et décrets applicables au Kosovo et le gouvernement fit construire des commissariats de police sur toutes les routes menant à la province albanaise. Comme en 1915, de violents affrontements eurent lieu, un mouvement local de résis-

tance clandestine amorça la lutte pour les droits de la majorité albanaise à l'autodétermination.

D'une part, le gouvernement de Milosevic ne parvient pas à serbiser les albanophones qui se révoltent. D'autre part, il n'est guère capable de « rapatrier » les Serbes au Kosovo, car seulement quelque 15 000 Serbes, essentiellement des réfugiés importés de Croatie et de Bosnie et parqués dans des sortes de centres d'accueil, « acceptent » de s'établir dans la province contre un million et demi d'Albanais (du moins avant leur exode forcé). La population totale des Serbes au Kosovo n'atteindra jamais les 200 000 personnes.

Pire encore, la politique de Milosevic finit par « sataniser » les Albanais que les Serbes craignent et méprisent tout à la fois. Pour les Serbes, les *Skip-tars* (terme albanais péjoratif servant à désigner les Kosovars) « ne savent pas travailler », ils sont « paresseux et malpropres », « mal éduqués et primitifs ». C'est vrai, les Kosovars sont pauvres, ils détiennent les records de sous-emploi et d'analphabétisme non seulement en Yougoslavie mais dans toute l'Europe. Mais les véritables raisons, le régime de discrimination, de violence institutionnalisée et d'apartheid, pour lesquelles la province du Kosovo est restée sous-développée, ne semble pas concerner outre mesure les dirigeants serbes.

Au Kosovo, ils existent deux vérités: celle des Serbes et celle des Kosovars. Toute version de l'un est perçue par l'autre comme un tissu de mensonges. C'est le rejet absolu de tout ce que peut dire le camp opposé. Les Serbes sont encore convaincus que le Kosovo est le berceau de la Serbie alors que pour les Albanais, il a toujours été albanais et les Serbes des occupants. Même si le Kosovo était habité par une grande majorité de simples paysans peu instruits et craintifs, les Serbes voyaient partout des « nids de terroristes » qu'il fallait « nettoyer ».

KOSOVO (BARIL DE POUDRE)

Le Kosovo, baril de poudre, est prêt à exploser dès que le Président de la République de Serbie (Slobodan Milosevic), arrive au pouvoir, abolit le statut autonome de la province en 1989, la faisant ainsi entrer dans un régime de discrimination et de violences institutionnalisées. On assiste à la suppression d'à peu près tous les droits linguistiques, culturels, sociaux et politiques des Albanais dans la province donnant ainsi toute liberté de décision concernant leur destin. Le bilinguisme est également aboli dans l'administration gouvernementale de la province, il en va de même de presque tous les droits linguistiques de la majorité albanaise (Cette politique linguistique concerne au premier chef les albanophone, mais aussi les Bosniaques, les Tsiganes, les Turcs et les quelques Croates qui habitaient

alors la province du Kosovo). Le serbe devient l'unique langue officielle et d'emploi interdisant ainsi l'albanais et toute autre langue dans les affaires de l'État. Les Serbes eux-mêmes avouent que la plupart des lois adoptées ont pour objectif principal de protéger la population majoritaire de Serbie et particulièrement les Serbes du Kosovo. Le programme Yougoslave prévoit le repeuplement serbe de la province à grand renfort de primes, de salaires préférentiels, de facilités d'accèsion à la propriété etc. Le gouvernement considère la recolonisation du Kosovo et l'expulsion des Albanais comme nécessité d'intérêt national dans le but de faire de la province une terre serbe. Les Albanais de cette province représentent officiellement 82 % de la population. Plus de 40 000 Albanais (Kosovars) occupant une fonction administrative seraient congédiés par le gouvernement serbe, et ce, sur la seule base de leur appartenance ethnique. Dans les hôpitaux et cliniques, près de 1800 médecins et professionnels de la santé seraient également congédiés ou expulsés, et remplacé par du personnel serbe ou turc. Il en serait ainsi dans les corps policiers et les cours de justice dont tout le personnel subirait les expulsions arbitraires et discriminatoires. De nombreux expoliciers d'origine albanaise seraient même l'objet de procès injustes où ils seraient accusés d'avoir trahi l'État. Le chômage et la pauvreté atteignent des sommets très élevés parmi le million et demi d'albanophones... au profit des quelque 200 000 Serbes qui craignent constamment pour leur vie. Ces derniers continuent à recevoir leurs ordres de Belgrade. Dès le lendemain de l'abolition du statut d'autonomie et de la suppression de l'albanais comme langue officielle (1989), tout le système éducatif du Kosovo tombe sous la juridiction exclusive du Ministère de l'Éducation du gouvernement serbe. Tous les édifices scolaires deviennent la propriété de la République de Serbie et tout le personnel employé par les écoles et l'université, les enseignants, tout comme le personnel administratif, acquit le statut de fonctionnaire de l'État serbe payé par le Ministère de l'Éducation. (en 1993) Le Ministère de l'Éducation serbe impose un programme identique à tous les établissements d'enseignement de la république, qu'ils soient en Serbie ou au Kosovo. Les Albanais (Kosovars) désertent les écoles et les collèges ainsi que l'université de Pristina. Ce boycottage se poursuit (jusqu'à la guerre du Kosovo), mais ce n'est pas parce que le gouvernement serbe interdit l'accès des écoles aux Albanais, c'est plutôt parce que l'enseignement en langue albanaise fut officiellement supprimé. Pour finir, le gouvernement serbe ferme toutes les écoles primaires et secondaires albanaises, toutes les institutions culturelles et scientifiques albanaises (l'Académie des Sciences et des arts du Kosovo, l'Institut d'histoire du Kosovo, l'Institut d'études Albanaises, l'Administration albanaise pour la publication des manuels scolaires, etc.), ainsi que la section albanaise de l'université de Pristina.

Les Kosovars albanais ouvrent alors leurs propres écoles parallèles le plus souvent dans des maisons privées, garages, boutiques, mosquées, et en plein air, de la maternelle à l'université. Cependant, l'effectif universitaire ne fut jamais important en raison de l'absence des débouchés. De ce fait, les jeunes Kosovars furent incités à émigrer. Environ 250 000 Albanais quittent le Kosovo entre 1990 et 1993.

C'est exactement ce que le président Milosevic désire : une forte émigration, suivie d'un taux de mortalité infantile parmi les plus élevés au monde, suite à la dégradation des conditions sanitaires.

Presque tous les journalistes albanais œuvrant dans les stations de radio et de télévision furent congédiés (plus de 1500 personnes) et remplacés par des Serbes.

Les communautés ne détiennent pas toutes le même statut. Ainsi, les **Albanais (Kosovars)** sont largement majoritaires (82 %), mais ont un statut de groupe minoritaire dans la mesure où ce sont les Serbes qui assurent le pouvoir à tous les échelons. Évidemment, Kosovars albanophones et serbophones forment des blocs opposés sur tous les plans (politique, religieux, social, culturel, linguistique, idéologique). Les deux communautés ne se parlent plus et ne se mélangent pas du tout.

LES ALBANAIS DU KOSOVO ONT-ILS RAISON ? QUE CRAIGNENT LES EUROPÉENS ?

Les Serbes voient dans le Kosovo le berceau de leur civilisation. Les Albanais disent les y avoir précédés.

Pour les serbes, le Kosovo constitue le « berceau » de leur civilisation, pour deux raisons. D'abord, il fut pendant le Moyen-Âge le siège de l'Église orthodoxe serbe, la dynastie des Nemanjic ayant étendu son influence vers les terres slaves du sud. La ville de Pec abrita l'archevêché serbe à partir de 1346.

Puis, c'est au Kosovo que les armées chrétiennes, menées par le prince serbe Lazar, subirent une défaite cuisante devant les troupes ottomanes, le 28 juin 1389. La célèbre bataille du Champ des merles (Kosovo Polje) est, malgré la défaite, à l'origine de la fête nationale serbe, le Vidovdan. Elle nourrit la mythologie nationale bien qu'aux côtés des Serbes, se battirent de nombreux Bulgares, Bosniaques, Valaques et Albanais. Lors du choc décisif de 1389, les auteurs grecs mentionnent, auprès des Serbes et des Bulgares, les Albanais du Nord, ceux de Himara, d'Épire et de la région côtière. Quant à la chronique turque d'Idrisi Bitlisi, elle mentionne spécialement la participation des Albanais de la région de Shkodra dont le prince, Georges

Balsha, aurait mené 50 000 hommes à la bataille.

Les albanais ne contestent pas ces faits, mais soulignent que les Albanais étaient installés sur ces terres bien avant l'arrivée des Slaves aux VI^e et VII^e siècles. Ils affirment que les Albanais du Kosovo sont les descendants directs des Illyriens, dont le royaume englobait une partie des Balkans plusieurs siècles avant la naissance du Christ. Les Illyriens étaient composés de plusieurs clans, dont les Dardaniens qui habitaient le territoire de l'actuel Kosovo. Les Dardaniens ont été romanisés et après la chute de l'empire romain, la région a été la proie de nombreuses invasions barbares. Les tribus slaves se sont installées à partir du VI^e siècle.

Le Kosovo passa quelques siècles plus tard sous la tutelle de puissantes dynasties serbes jusqu'à l'arrivée des Ottomans au XIV^e siècle. La défaite de 1389, en désorganisant complètement l'État serbe, laissa le champ libre aux seigneurs locaux les plus dynamiques, parmi lesquels les princes albanais du Nord et du Nord-Est le plus remarquable est Jon Kastrioti, le père de Skanderbeg qui, depuis les hautes régions du Mati, réussit, à la fin du XIV^e et au début du XV^e siècle, à se tailler une vaste principauté qui va de l'estuaire de l'Ishmi jusqu'à Prizren, au cœur du Kosovo.

L'occupation ottomane est à l'origine de bien de conflits entre Serbes et Albanais. Les premiers reprochent aux seconds d'avoir cédé plus facilement à l'islamisation et d'avoir progressivement, par une natalité plus forte, supplanté les populations serbes du Kosovo. Ce n'est pas exact car les Turcs islamisaient aussi bien les Serbes orthodoxes que les Albanais catholiques, et autorisaient une pratique religieuse différente pour autant que le fidèle s'acquitte d'un impôt en remplacement de la zakat musulmane.

Les Austro-Hongrois, exposés au harcèlement incessant des troupes ottomanes, convoitaient de peupler les confins militaires (les Krajinas) de leur empire et ils firent spécialement appel aux Serbes du Kosovo. Le patriarche de l'église orthodoxe serbe Arsenije III mena ainsi au XVII^e siècle une grande colonne de 60 000 Serbes du Kosovo qui partit s'établir en Slavonie et en Hongrie du sud, qui devint plus tard la Voïvodine.

La Serbie conquiert le Kosovo en 1912, au détriment de la Sublime Porte. L'année suivante, la Conférence des Ambassadeurs de Londres entérine le fait. Largement majoritaires depuis le XVII^e siècle, les Albanais du Kosovo invoquent quant à eux l'antique filiation illyrienne pour opposer leur autochtonie aux thèses des historiens serbes.

Puissance incontestable, la Russie ne peut être indifférente au sort de la Serbie. La géohistoire nous le rappelle. Engagée dans la stratégie des mers chaudes, la Russie tsariste cherchait à accéder à la Méditerranée via le contrôle de la péninsule balkanique. C'est sous la protection de Moscou que l'État serbe accède d'abord à l'autonomie (1830) puis à l'indépendance (1878). À l'instar de la Bulgarie, la Serbie constituait une marche russe, aux

avant-postes de la « grande stratégie » impériale. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, à Moscou, invoquent les solidarités historiques, culturelles et religieuses pour justifier le soutien apporté à Belgrade et le refus d'un État albano-kosovar indépendant.

Pourtant, le fort engagement des instances euro-atlantiques en Europe du Sud-Est limite drastiquement la marge de manœuvre de la diplomatie russe. Depuis les années 1990, l'Union Européenne mène une diplomatie globale dans l'ensemble de la région (opérations « Proxima » en Macédoine et « Althea » en Bosnie-Herzégovine, financements divers, négociation d'Accords de Stabilisation et d'Association, etc.), tout en incorporant la Roumanie et la Bulgarie (1^{er} janvier 2007). L'OTAN élargie et ses États membres sont également très actifs (Kosovo Force, Initiative de l'OTAN pour l'Europe du Sud-Est, Charte Adriatique entre les États-Unis et le triangle Croatie-Albanie-Macédoine, etc.).

Il semble évident que l'Union Européenne et l'OTAN ont intérêt à maintenir l'unité de leurs membres, afin de convaincre la Russie qu'elle ne saurait entretenir des foyers conflictuels en Europe du Sud-Est.

L'approche géopolitique, en termes de problématique pouvoirs-territoires, amène à se soucier plus encore des questions de frontières. Faute d'accord de réciprocité entre la Serbie et l'État Albano-Kosovar, les Serbes du Kosovo ne doivent pas être sacrifiés au « dogme » de l'intangibilité des frontières.

Le détachement du Kosovo ne serait pas susceptible de déclencher une réaction en chaîne en Europe centrale et orientale (Serbes de Bosnie-Herzégovine ; Hongrois de Voïvodine, Slovaquie et de Transylvanie ; Russes et Russophones de Transnistrie) et d'ailleurs ? La formation d'un État albano-kosovar ne pourrait pas être le point de départ d'une future « Grande Albanie », rassemblant les Albanais d'Albanie, ceux du Kosovo, de Macédoine, voire du Monténégro. Ces peuples vont être dans un avenir proche parties d'une Europe unie ou chacun doit respecter l'autre, quelque soit sa nationalité ou appartenance religieuse.

L'IMPLOSION D'UNE CONSTRUCTION FRAGILE

Pendant la Guerre froide, Tito avait su jouer habilement de la menace soviétique pour assurer à son pays des aides occidentales, en forgeant et maintenant une cohésion interne malgré les divergences ethniques. Comme homme d'expérience et en profitant des mésententes entre l'Est et l'Ouest, Tito fait un jeu double en devenant ainsi le privilégié des deux camps. Cela lui donne la chance d'offrir aux ressortissants la possibilité de voyager vers les deux mondes sans visa. Pour reprendre l'image de Bernard Lory,

l'équilibre des blocs maintient la Yougoslavie dans une sorte d'apesanteur entre deux champs de gravitation. Le rassemblement des peuples yougoslaves représente dans ces circonstances la seule garantie d'indépendance face aux deux superpuissances. Toutefois, avec le relâchement des tensions externes, on assiste à une progression des tensions internes qui s'exprime par une double crise économique et constitutionnelle.

En somme, l'année 1989 résonne donc lourdement en Yougoslavie : à l'éloignement idéologique croissant et à la fédéralisation progressive du régime au cours des années 80 vient s'ajouter un bouleversement massif au niveau international, ultime goutte qui fait déborder le vase. Avec l'écroulement de l'Union soviétique, la Yougoslavie perd sa dernière source de légitimation et se trouve ainsi vouée à sa propre désintégration. Le sort de cette construction fragile mais étonnamment stable est scellé par la déclaration de souveraineté votée par le Parlement slovène, le 2 juillet 1990. Quand la Croatie et la Slovénie proclament officiellement leur indépendance, le 25 juillet de l'année suivante, l'Armée populaire yougoslave intervient militairement. Commencent les guerres de nettoyage ethnique en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine. C'est la fin de la Yougoslavie.

La prise en main par Belgrade de la province autonome du Kosovo ouvrait le premier acte de la remise en cause des équilibres constitutionnels issus du titisme, et l'ascension au pouvoir de Slobodan Milosevic.

Avec les offensives meurtrières de la police serbe au Kosovo, qui n'ont pu qu'accentuer une dynamique indépendantiste s'ouvre une autre page de la décomposition de l'espace yougoslave.

L'ancienne Yougoslavie n'est plus, il ne reste qu'un espace morcelé. On peut décrire cette irrésistible spirale de décomposition sous deux éclairages opposés. La thèse privilégiée à Belgrade au début de la crise, en 1990-1993, a été celle du « complot », manigancé par l'Allemagne et le Vatican : il est de notoriété publique que les sécessions de la Slovénie et de la Croatie ont été puissamment encouragées de ces côtés-là. Mais pourquoi les populations ont-elles choisi l'indépendance lors des référendums des Républiques concernées ? Le complot n'explique guère ni la crise économique, morale et politique de la Fédération yougoslave, patente tout au long de la décennie 80, paralysant ses institutions ni le conflit particulier du Kosovo, qui traverse le temps long de l'histoire yougoslave.

À l'opposé de cette vision policière de la crise, l'autre interprétation ne perçoit que des causes intérieures à l'ancien système, la « communauté internationale » étant seulement coupable d'intervention tardive et insuffisante.

Cette crise serait donc une réalité étrangère à « notre » civilisation. La thèse des haines inter-ethniques ou des tribus qui s'entre-déchirent depuis des siècles est une variante de ce type d'approche, renvoyant dos à dos tous

les protagonistes.

Bref, on était loin des haines inter-ethniques comme causes de la crise. En revanche, la crise elle-même a nourri la montée des nationalismes. Mais le titisme n'avait pas été une simple parenthèse. Il avait consolidé certaines nationalités, protégées contre les nations historiquement dominantes, seules reconnues dans l'entre-deux-guerres. Cela fut vrai notamment pour les Albanais du Kosovo à partir des années 60, alors qu'ils avaient subi initialement une répression majeure de la part de Belgrade : le renoncement au projet de confédération balkanique, après la rupture avec Staline, coupa à nouveau le Kosovo de l'Albanie avec laquelle il avait été unifié sous domination italienne pendant la deuxième guerre mondiale.

À la faveur des réformes décentralisatrices du milieu des années 60, les Albanais du Kosovo revendiquèrent le statut de nation (au lieu de celui de minorité nationale) et, pour le Kosovo, celui de République yougoslave : n'étaient-ils pas une communauté nationale plus délimitée et plus nombreuse que les Monténégrins reconnus comme nation et dotés d'une République ? La Constitution de 1974 accorda à la province (ainsi qu'à la Voïvodine) une autonomie faisant d'elle une quasi-République dotée du droit de veto à l'échelon des instances fédérales, avec ses institutions politiques et culturelles, y compris une université en albanais. Ce sont ces mesures que Milosevic remit en cause, comme « antiserbes », en abolissant, en 1989, le statut particulier du Kosovo et de la Voïvodine. Il pouvait au contraire s'agir de la chance historique de reconnaître les Kosovars comme un des peuples constituants de la Yougoslavie à une époque où leur niveau de vie et leurs droits étaient supérieurs à ceux en vigueur dans l'Albanie voisine... Et c'est aussi pourquoi ces Kosovars manifestèrent au début des années 90 contre le pouvoir serbe en brandissant des portraits de Tito.

La consolidation de la Bosnie-Herzégovine (avec ses trois peuples constituants - serbe, croate et musulman) et de la Macédoine (FYROM) dotée de sa langue officielle, contre leurs voisins dominateurs n'était pas non plus (comme on l'entend parfois) une « création artificielle » de Tito. Mais elle était fragile et tributaire du cadre yougoslave d'ensemble. Et c'est pourquoi les dirigeants de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine se sont désespérément battus pour le maintien de ce cadre... Les déclarations unilatérales d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie les ont placés devant un dilemme tragique : se retrouver dans une Yougoslavie dominée par le nationalisme serbe ou se déclarer indépendants - au risque d'être menacés par leurs voisins (comme l'a montré le projet conjoint négocié entre les dirigeants serbe et croate, Milosevic et Franjo Tudjman, de dépeçage de la Bosnie-Herzégovine)...

L'éclatement de la Fédération multinationale yougoslave a placé les Oc-

cidentaux devant des contradictions majeures sur la question du droit des peuples. Au lieu de chercher à protéger les communautés les plus menacées, ils prirent fait et cause pour les nations dominantes et leurs alliés « traditionnels » : la Croatie et la Slovénie pour l'Allemagne, la Serbie pour la France. Ils n'eurent aucune approche systématique des questions nationales imbriquées sur cet espace balkanique. La question du droit à l'autodétermination se posait dans un cadre historiquement nouveau, non colonial, et dans le contexte d'un territoire où se superposaient des sédimentations historiques multiples, liées à d'anciennes dominations. Fallait-il reconnaître un droit des peuples (au sens ethnico-national) ou des États ? Devait-on assimiler le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la constitution d'un État séparé ? Quelle place accorder aux minorités, alors que les droits acquis par celles-ci sous le régime de Tito étaient bien plus avancés que les différentes normes internationales, codifiées notamment par l'Organisation de la Coopération et de la Sécurité Européenne (OSCE) ?

Les dirigeants serbes défendaient le droit du peuple serbe à se retrouver dans le même État - mais le refusaient aux Albanais. Le pouvoir croate refusait aux Serbes de Croatie ce qu'il tentait d'imposer pour les Croates de Bosnie-Herzégovine. Belgrade s'est volontiers réclamé du modèle jacobin français pour supprimer l'autonomie du Kosovo.

Les grandes puissances paient le prix de leur *realpolitik*. Elles ont cru neutraliser le nationalisme serbe en consolidant le nationalisme croate, laissé libre de nettoyer la Croatie de ses populations serbes. Milosevic en a profité pour faire du Kosovo « une affaire interne » tout en poursuivant l'objectif du partage de la Bosnie-Herzégovine avec son homologue croate. Le but proclamé des gouvernements occidentaux de stabiliser dans les Balkans une communauté d'États vivant en paix est contredit par de dures réalités : l'impunité pour les crimes de guerre, l'injustice dans le traitement des questions nationales et le creusement des écarts de développement nourriront des conflits durables. L'Union Européenne elle-même s'est révélée incapable de répondre aux questions sous-jacentes à la crise yougoslave et à chacun des nouveaux conflits dont était porteur l'éclatement de cette fédération : comment rapprocher les niveaux de vie de pays différents et par quelle démocratie individuelle et collective gérer un espace multinational ?

LA YUGOSLAVIE CESSE D'EXISTER. LES SERBES FACE À L'IMPOSSIBLE !

La Yougoslavie : six Républiques ; cinq nations (*Narodi*), quatre langues, trois religions, deux alphabets. **La Serbie** (Serbes, Albanais, Hongrois, Musulmans, Croates etc.), la **Slovénie** (Slovènes, Croates, Serbes etc.), la **Croatie** (Croates, Serbes etc.), la **Macédoine** (Macédoniens, Albanais, Turc, Serbes, Musulmans, Tziganes etc.), la **Bosnie-Herzégovine** (Musulmans, Serbes, Croates etc.), le **Monténégro** (Monténégrins, Musulmans, Albanais, Serbes etc.), le **Kosovo** (Albanais, Serbes etc.).

Les Slovènes de langue slovène et de religion catholique ; les Croates de langue serbo-croate et de religion catholique ; les Serbes et les Monténégrins de langue serbo-croate et de religion orthodoxe ; les Macédoniens de langue macédonienne et de religion orthodoxe. À ces *Narodi* s'ajoutaient les minorités reconnues (*narodnosti*) comme les Albanais du Kosovo et de la Macédoine, les Hongrois, les Bulgares ou les Slovaques de la Voïvodine, etc. Les Bosniaques de Bosnie-Herzégovine (musulmans sunnites) et les Albanais du Kosovo (y compris ceux de Macédoine et Monténégro) se convertirent à l'Islam (sous l'Empire Ottoman).

Il n'a fallu même pas une décennie pour que la Slovénie, la Croatie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine se détachent de l'ex-Yougoslavie et deviennent indépendantes. Les Serbes, impuissants face à cette réalité se disaient que tout n'était pas encore perdu. Il lui restait le Kosovo. Mais les Kosovars ne se laissèrent pas faire facilement.

Des jeunes Albanais Kosovars prirent le maquis et s'entraînèrent au combat avec les armes procurées par l'effondrement de l'État en Albanie. En février 1996, l'armée de libération du Kosovo (*ALK* en français et *UÇK* en albanais: *Ushtria Çlirimtare e Kosoves*), comptant un peu plus de 30 000 militants, se manifesta pour la première fois en revendiquant une série d'attaques à la bombe. L'UÇK devint un interlocuteur privilégié pour les Américains et, par ce fait, pour les forces de l'OTAN.

L'offensive serbe reprit de plus belle en février 1998, ce qui entraîna de sanglantes répressions suivies d'une nouvelle crise. Le président Milosevic disposait à ce moment-là de neuf bataillons (au lieu des trois prévus) au Kosovo et il avait confié aux forces de police des armes lourdes servant à bombarder les villages. Les affrontements entre Serbes et Kosovars auraient, cette année-là, provoqué la mort de plus de 2 000 Kosovars, la destruction de 300 villages et l'exode de plus de 300 000 réfugiés. Mais c'est le massacre de 45 civils kosovars en janvier 1999, qui indigna davantage la communauté internationale.

En février 1999, les États-Unis, la Russie et l'Union Européenne imposèrent aux belligérants kosovars et serbes des négociations à Rambouillet (près de Paris) qui ne donnèrent pas les résultats escomptés. Les négociations échouèrent à Paris en mars, alors que les Kosovars signèrent seuls l'entente de paix et acceptèrent l'autonomie proposée (au lieu de l'indépendance). Ce plan de paix dicté par le Groupe de Contact (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Russie) fut en réalité orchestré comme une reddition par les Américains, car il n'était pas négociable. Le plan de paix s'avérait très favorable pour les Albanais du Kosovo : le désarmement de la guérilla, l'instauration d'un statut particulier pour trois ans, une révision de la situation après cette période suivie d'un référendum sur l'indépendance et le déploiement d'une force de 28 000 hommes sous commandement de l'OTAN.

Pour les Serbes, il leur fallait céder sur pratiquement tout : le retrait de leurs troupes, l'acceptation des troupes étrangères sur leur territoire, l'octroi d'un statut d'autonomie au Kosovo suivi d'un référendum qu'ils étaient certains de perdre trois ans plus tard. Les Américains savaient très bien que les Serbes ne pouvaient que refuser cette « proposition ». D'ailleurs, des officiers américains avaient même avoué à des journalistes: « On a mis la barre assez haut pour que Belgrade refuse, ils ont besoin d'être bombardés ». Ainsi, les stratèges américains justifiaient le fait de « sauver le Kosovo » par les armes et de forcer le président Milosevic à refuser le plan de paix proposé.

Contrairement à ce que l'OTAN espérait les frappes aériennes incitèrent la vengeance serbe et accélèrent la purification ethnique au Kosovo à une vitesse incroyable, sans rencontrer de résistance. Les journalistes sur place (au Kosovo) ayant interrogé des serbes, à partir du début du mois de mars 1999, recevaient la même réponse: « Si vous nous bombardez, nous résoudrons une fois pour toute le problème. Nous chasserons tous les Albanais vers l'Albanie ! »

En quelques semaines, des milliers de militaires serbes massés au Kosovo vidèrent une grande partie de la province (plus de 800 000 personnes) sous les yeux impuissants de la communauté internationale; la majorité gagna l'Albanie (314 000), d'autres la Macédoine (116 000) et le Monténégro (67 000), sans compter ceux qui prirent les chemins vers l'Allemagne, la Turquie, la France ou ailleurs (dont le lointain Canada). Plus de 80 % des Kosovars fuirent leurs foyers, d'une façon ou d'une autre, à l'intérieur ou à l'extérieur de la province, soit 1,6 millions de personnes sur un total de 1,9 millions. Un témoignage vivant que les autorités serbes menèrent au Kosovo un « processus planifié d'effacement d'un peuple ». Alors que les raids de l'OTAN devaient protéger les Kosovars, paradoxalement ils accélèrent leur perte. Selon certaines estimations, des exécutions sommaires (on parle de 10 000 exécutions) auraient eu lieu dans au moins 70 villes et villages, et

plus de 300 villages auraient été détruits depuis le 4 avril 1999, les mosquées, les écoles et les édifices publics étant particulièrement visés.

Le 10 juin 1999, le retrait du Kosovo des forces serbes commence. La guerre était terminée.

La Yougoslavie de Slobodan Milosevic n'a pas su concilier les intérêts des deux principales communautés du Kosovo: les Albanais et les Serbes. Les solutions, toutes radicales, furent la suppression de l'autonomie du Kosovo en mars 1989 et la répression pendant dix ans. Pourtant, le gouvernement yougoslave aurait du savoir que l'option du « nettoyage ethnique » ne pouvait, à long terme, être sérieusement envisagée dans une région où les Albanais constituaient (avant la guerre) de 82 % à 90 % de la population.

L'Europe avait envisagé d'autres hypothèses : que le Kosovo redevienne une **province serbe** dotée d'une grande autonomie ; qu'il obtienne le statut de **république yougoslave** au même titre que la Serbie et le Monténégro; qu'il soit rattaché à l'Albanie.

Celle de l'autonomie provinciale, a été rapidement écartée par les albanophones qui ne voulaient plus faire confiance aux Serbes ; la seconde, une **république yougoslave**, fut refusée par le Monténégro qui répugnait à l'idée de compter pour un tiers dans les institutions fédérales et non plus pour la moitié; la troisième, l'annexion à l'Albanie, fut rejetée à la fois par les Serbes qui ne voulaient pas perdre le Kosovo et par la communauté internationale qui craignait les conséquences d'une déstabilisation de la Macédoine où les Albanais représentaient au moins 25 % de la population.

Malgré les assurances officielles des grandes puissances, l'objectif de l'autonomie risquait quand même d'être abandonné au profit de l'indépendance. Dans ce cas, comment refuser aux Serbes et aux Croates de la Bosnie ce qu'on aurait accordé aux Albanais du Kosovo ? Cela mettrait fin aux accords de Dayton et, avec eux, à la fragile Bosnie-Herzégovine, sans parler des revendications des Albanais de la Macédoine, de la Hongrie sur la Voïvodine, de la Bulgarie et de la Grèce sur la Macédoine, de la Grèce sur l'Épire albanais (sud d'Albanie peuplé d'orthodoxes), de l'Albanie sur l'Épire grecque etc. Bref, la plupart des pays aux prises avec des minorités revendicatrices voyaient l'indépendance du Kosovo d'un mauvais œil. Le gouvernement du Kosovo était réputé corrompu et protégeait mal ses minorités. La recomposition ethnique qui se formait pouvait déboucher sur des décennies de combats, de massacres et d'épurations ethniques.

ILS AURAIENT VOULU VIVRE EN HARMONIE, EN CRÉANT DES LIENS D'AMITIÉS, DE SANGS, MAIS LE DESTIN VOULU QUE CES POLITICIENS SERBES BRISENT LEURS RÊVES !

La réalité sociale en Yougoslavie traduisait une hiérarchie effective entre les différentes nationalités. Pas mal d'images leur ont été attribuées produisant des stéréotypes nationaux et régionaux : le Monténégrin fainéant et directeur (titulaire des postes de direction), le Bosniaque musulman, bête, le Slovène travailleur et avare, le Croate nationaliste, l'Albanais bûcheron et père de famille nombreuse, le Tzigane contrebandier et gai, le Serbe rusé, le Serbe du sud (de la Serbie) avare, le Macédonien avare et vendeur de paprika, le Dalmate fainéant et doué pour la chanson, l'habitant de Vojvodine lent et amateur de bonne chère. Même si les histoires humoristiques sont anecdotiques et font partie du « folklore populaire », elles traduisent un état d'esprit qui, entretenu et manipulé, peut ancrer des jugements de valeurs dans les esprits. Certaines attitudes péjoratives ont pu traduire un racisme et, par conséquent, fragiliser davantage les relations entre les nationalités. À titre d'exemple, il était courant pour les Slovénes, de considérer Serbes, Musulmans, Monténégrin, Albanais et Macédonien comme des peuples inférieurs, attardés sur tous les plans, des gens du sud paresseux, mal éduqués, rustres, non catholiques (musulmans ou orthodoxes), et longuement dominés par les Ottomans. Chez les Serbes, le sentiment anti-albanais va être particulièrement développé.

Bien que la Yougoslavie engloba différentes nationalités, selon le recensement de 1961 « seulement » 1,7 % de la population totale se déclare Yougoslaves, ce qui est largement insuffisant pour envisager le développement d'une citoyenneté inclusive. Le Yougoslave est devant l'impossibilité de choisir telle ou telle nationalité, et ceci pour plusieurs raisons : soit il s'agit du cas, le plus représentatif, des familles mixtes, les couples mixtes et leurs enfants élevés en tant que Yougoslaves ; que et qui choisir ? La nationalité du père, de la mère, de l'oncle utérin, du grand-père paternel ? soit l'individu a intériorisé le projet de société fédérale et rejette (consciemment ou non) une identification nationale particulière.

Néanmoins, on ne peut nier le fait que les peuples de Yougoslavie ont vécu ensemble, travaillé, voyagé, aimé aussi puisque l'on comptait avant la guerre quelque 700 000 mariages mixtes (concernant deux à trois millions de personnes environ).

Un mariage mixte peut être un mariage interethnique ou interreligieux, défini autrement comme exogamie.

En effet l'exogamie nationale peut conduire à l'acceptation d'une identité nationale autre que celle des ascendants, une supranationalité et si ce n'est

pour les époux respectifs, au moins pour les descendants de cette union. Être Yougoslave évitait le choix, parfois insolite, entre la nationalité matrilinéaire ou patrilinéaire. On va observer une corrélation évidente entre les données concernant les nationalités yougoslave et la mixité conjugale. Pour la période 1950–1953, environ 15 000 mariages mixtes sont contractés par an. 17 000 pour la période 1956–1961, et plus de 20 000 pour la période 1960–1965. Ces chiffres vont augmenter bien plus pendant les années suivantes.

Cette pratique a été interrompue avec la montée en flèche du nationalisme. Avec les guerres des années 1990, outre le divorce des couples mixtes des familles se déchirent, des frères s'entretuent au front, des hommes tuent leurs femmes (et enfants) d'origine nationale différente etc.

Pour qu'un système s'effondre et que la guerre éclate, il suffit que le peuple croie que cela va se produire. C'est en quelque sorte ce qui s'est passé en Yougoslavie : en annonçant d'inéluctables propagations des conflits interethniques dans les terres encore épargnées, en dramatisant les ambitions séparatistes des uns et des autres, on élargit la gamme des possibles et on crée les conditions propices à la réalisation des « fatalités » dont on prétendait vouloir se prémunir en les dénonçant. Ces discours alimentent la peur de l'autre débouchent sur des mobilisations violentes. On a vu, au Kosovo et en Bosnie, à quel point la circulation de rumeurs sur les intentions meurtrières supposées de l'« ennemi » ont préparé le terrain à une acceptation de l'affrontement armé par des populations qui originellement ne souhaitaient pas la guerre, mais en sont venues à la croire inévitable.

La prétention serbe à régenter de vastes parties du territoire au nom de l'idéologie de la « grande Serbie » et l'opposition croate à cette hégémonie vont réveiller la mémoire des rivalités anciennes. Des identités longtemps encapsulées dans l'édifice yougoslave vont reprendre le dessus et affirmer leur primauté sur l'appartenance nationale. La manifestation de ces intolérances identitaires, nourries de références religieuses, chrétienne, orthodoxe, catholique ou musulmane, témoignera d'une volonté exaltée de vivre entre soi. Elle débouchera sur des nettoyages ethniques et des morcellements territoriaux. Elle viendra surtout à bout d'une citoyenneté yougoslave devenue problématique. La décomposition yougoslave est emblématique de la déconstruction identitaire. Elle montre comment lorsque l'appartenance à la communauté la plus large, la communauté nationale, vient à être questionnée, des identités plus restreintes (familiale, locale, régionale, religieuse) la remplacent et servent de référents d'identification. Quand l'État se délite comme dans l'ex-Yougoslavie, et que la communauté nationale relève plus du slogan que de la réalité, l'identité ethnique et religieuse se propose comme un substitut politique à une identité jadis englobante mais désormais défailante. De citoyen de l'État, on devient dès lors « citoyen » de sa

communauté.

Les Serbes estimaient qu'en tant que peuple le plus nombreux et le plus important, ils constituaient le squelette de la Yougoslavie et que les autres peuples n'avaient d'autre choix que de l'accepter. Ils ne voulaient pas entendre parler d'autonomie albanaise au Kosovo, terre qu'ils considéraient comme le berceau de leur État. Ils rejetaient toute idée de négociations véritables avec les Albanais kosovars.

La Serbie est alors dépeinte comme le pays des épurations ethniques. Les Serbes doivent s'interroger: comment en est-on arrivé au point qu'en l'espace de dix ans la Serbie a pratiquement tout perdu. La Yougoslavie a éclaté, il n'y a quasiment plus de Serbes en Croatie, la guerre pour la Bosnie a été perdue, la Macédoine est indépendante et les perspectives de conserver le Kosovo, sont quasi nulles. Et jusqu'au Monténégro qui se demande comment quitter le navire d'une Yougoslavie-moignon en train de couler.

Tout cela est le résultat de la politique de Slobodan Milosevic, d'un dirigeant serbe qui, de communiste yougoslave, s'est transformé en chauvin grand-serbe, a entraîné son pays dans une série de guerre perdues, l'a couvert d'opprobre et l'a conduit à la ruine.

LA DÉCLARATION UNILATÉRALE D'INDÉPENDANCE DU KOSOVO

C hose certaine, affirment les puissances de l'Europe, le Kosovo ne pouvait être maintenu éternellement sous occupation militaire, même s'il s'agissait d'une force internationale. Avec le recul, nous pouvons certainement affirmer qu'il aurait été préférable que l'ex-président Slobodan Milosevic n'eût jamais aboli, en mars 1989, le statut d'autonomie du Kosovo. Dix ans de répression et d'abolition des droits pour obtenir une autonomie que les Kosovars avaient déjà en 1989, et ce, au prix de souffrances et d'un nettoyage ethnique sans précédent ! Le coût est dramatique quand on sait qu'il a fallu repartir à zéro ! Tout cela pour rien ?

La guerre du Kosovo s'est terminée d'une façon tout aussi embrouillée et mal planifiée qu'elle s'était déroulée, et elle s'est transformée à la fois en une « guerre ethnique » et en une « guerre linguistique », qui n'ont pas laissé de quartiers.

Sept pays (Allemagne, Belgique, Croatie, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Italie) ont rédigé une déclaration commune dans laquelle ils réaffirment que « l'indépendance internationalement supervisée (du Kosovo) est la seule solution viable pour apporter stabilité et sécurité ».

Comme on pouvait s'y attendre, six autres pays aux prises avec des mi-

norités importantes (Chypre, Slovaquie, Espagne, Bulgarie, Grèce, Chine et Roumanie), ont exprimé leur opposition à l'indépendance du Kosovo : ils craignaient de créer un précédent pour les « séparatismes » à travers le monde. La Serbie ne reconnaîtra jamais le Kosovo, alors que les Serbes du Kosovo sont tentés de déclarer leur autonomie au sein du Kosovo, sans déclarer leur indépendance de peur de devoir reconnaître celle du Kosovo.

L'AVENIR DES BALKANS, OUI, MAIS À QUEL PRIX ?

Au début de la destruction de la Yougoslavie, Français et Anglais n'ont pas compris que ce pays ne pouvait plus être sauvé. Par contre, l'Allemagne et l'Autriche ont admis qu'il fallait donner l'indépendance aux anciennes républiques yougoslaves, afin de freiner les projets guerriers de Milosevic.

Au début, l'U.E. n'a pas joué un rôle important : il existait des divergences entre les différents États membres. Les Anglais et les Français ont, quant à eux, analysé la situation à travers le prisme des alliances datant de la seconde guerre mondiale. Les Croates sont mauvais, ils ont collaboré avec l'occupant nazi. Les Serbes sont bons, ils ont été des alliés. L'U.E. n'a commencé à adopter une démarche commune, en créant le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, qu'après la guerre de Bosnie à la fin des années 90.

Les guerres de démantèlement de l'ex-Yougoslavie ont placé les pays des Balkans occidentaux dans une perspective européenne singulière par rapport aux autres républiques du bloc communiste ayant rejoint l'U.E. en 2004 et 2007. Ces guerres ont fait en sorte que l'ex-Yougoslavie ne soit plus une rivale des puissances occidentales. Les Balkans sont devenus des petits pays qui ne peuvent influencer ni la volonté ni les décisions de l'U.E. concernant leur intégration.

Sans en imputer la responsabilité à l'U.E., on peut considérer que la guerre de démantèlement de l'ex-Yougoslavie est aussi liée au fait qu'elle n'ait pas pensé suffisamment tôt à l'intégration des Balkans dans l'Union. Ce n'était pas à l'ordre du jour. L'Europe n'a pas su accompagner le mouvement de dissolution de l'ex-Yougoslavie. Au contraire, elle a soutenu, plus ou moins confusément, la montée des nationalismes et des divisions. La France, en particulier, a joué un rôle très négatif. Ceci dit, on ne peut pas comprendre la résurgence des nationalismes des années 1990, sans souligner les fractures profondes qui ont marqué les peuples des Balkans depuis plusieurs siècles. Néanmoins, sans remonter aussi loin dans l'histoire, les divisions présentes au cœur de la communauté des Slaves dès 1918, ont été tant religieuses que politiques, avec une forte volonté hégémonique de

l'État serbe, en particulier sous Tito. Les Pères européens ont quand même cherché à bâtir un espace de paix et de réconciliation. Mais, face à l'éclatement de la Yougoslavie, l'Europe ne s'est pas montrée à la hauteur. Certes, elle n'était pas encore une Union politique. Mais, dans cet espace, elle avait un rôle à jouer pour le maintien de la paix. En fait, cette guerre, issue de la volonté suprême des Serbes, a divisé les Européens. D'une part, l'Allemagne a soutenu les Croates et, d'autre part, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont soutenu les Serbes. L'option d'une adhésion des Balkans à l'U.E. après la guerre de Bosnie est apparue comme la seule et unique solution pour stabiliser et développer la région. Et, plus fondamentalement, réconcilier tous les Européens.

Les conflits survenus à partir des années 90, dans les Balkans, mirent en évidence une Europe partagée et impuissante d'y mettre fin. Que les Serbes le veuillent ou pas, l'Europe sait bien qu'une cohabitation entre Serbes et Albanais du Kosovo dans un même État n'est plus possible. Pour que catholiques, orthodoxes et musulmans des Balkans puissent vivre en paix, il ne suffit pas des conseils des Européens mais d'actions concrètes. Ces actions sont liées tout d'abord à la bonne volonté des Balkans de vivre en paix. Cela dépend aussi de la bonne volonté des puissances de l'Europe de renoncer à leurs prétentions sur les Balkans. Mais cela dépend surtout d'une approche rapide entre l'Europe et les Balkans. Il y a évidemment un prix à payer pour que cela devienne une réalité. Ce serait d'abord aux Européens de sacrifier un peu de leur potentiel pour aider au développement économique des Balkans. Ce serait à l'U.E. de faire comprendre aux pays des Balkans ce que sont : la démocratie, l'état de droit, le respect des minorités. Et aussi, qu'il est urgent de mettre à tout jamais un terme aux conflits interethniques, religieux et aux prétentions quelconques envers le voisin et envers soi-même. Pour rendre la chose possible, les pays des Balkans doivent comprendre qu'au rythme où va le monde, l'unique solution serait de se rapprocher de la grande famille européenne. L'heure n'est plus aux regrets. Les grandes puissances ne peuvent pas revenir en arrière. Il est trop tard pour remédier aux décisions qui, depuis plus d'un siècle, ont semé des conflits intarissables dans l'Europe du Sud-Est. Aujourd'hui, c'est de nouveau leur tour d'agir. Mais cette fois, il est impératif de faire cesser les rivalités et de construire un nouvel avenir. Les Balkans pourraient bien demain être membres de la famille européenne. Ce n'est qu'en étant membre de la même famille que tous les Européens pourront se réconcilier. L'avenir des Balkans est en Europe. L'avenir démocratique de l'Europe se joue dans les Balkans (chose qui mettrait fin une fois pour toute aux prétentions injustes des puissances occidentales).

Ces pays des BALKANS qui séparent l'Occident de l'Orient ont-ils leur histoire ? Balkans (article en ligne. Consulté en juin 2010) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Balkans>

Le désir de territoire, Inutiles Balkans, p. 15-16-17 (François Thual) (en ligne. Consulté en juin 2010) <http://www.denistouret.net/textes/Thual.html>

D'où vient cet attachement de la Serbie au Kosovo ? D'où vient cet attachement de la Serbie au Kosovo ? Et quelles leçons en tirer ? (Jerome Cid. 2 mars 2010. Article en ligne) (consulté en juin 2010) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>

Il faut changer cette politique héritée de Tito qui empêche les Serbes de dominer la Yougoslavie : recomposition/décomposition ! La Yougoslavie sous Tito (1945-1980) (06-11-2003) (en ligne. Consulté en juin 2010) <http://www.oboulo.com/yougoslavie-tito-1945-1980-11827.html>

La Serbie depuis la mort de Tito : recomposition/décomposition? (Diane Masson. 01-09-2000. En ligne. Consulté en juin 2010.) http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=141

L'heure du déclin Yougoslave s'approche (1989)! [La Yougoslavie au bord de l'écroulement.](http://www.chutedumur.com/resonances/182-1989n-la-yougoslavie-au-bord-de-lecroulement-.html) (Natasha Wunsch. Yugoslavia, Février 18, 2007. En ligne. Consulté en juin 2010. <http://www.chutedumur.com/resonances/182-1989n-la-yougoslavie-au-bord-de-lecroulement-.html>)

L'échec de la politique de serbisation Kosovo. (article en ligne. Consulté en juin 2010) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>

KOSOVO (baril de poudre) La politique linguistique sous Milosevic (1989-1999) (Stéphane parédé. 20-11-2010. Consulté en novembre 2010. Article en ligne.) <http://europeunitairedemocratesocialiste.over-blog.com/article-kosovo-la-politique-linguistique-sous-slobodan-milosevic-1989-1999-61368210.html>

Kosovo. (article en ligne. Consulté en juin 2010) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>

Les Albanais du Kosovo ont-ils raison ? Que craignent les Européens ? La libre.be. L'Histoire a laissé un pays et deux peuples (Ch. Ly) 16/02/2008) <http://www.lalibre.be/actu/international/article/402394/l-histoire-a-laisse-un-pays-et-deux-peuples.html>

Alain Ducellier. Extrait de «L'Albanie entre Byzance et Venise», Londres, 1987. (en ligne. Consulté en juin 2010.) http://www.info-grece.com/agora.php?read_41,29722

Histoire du Kosovo. (en ligne. Consulté en juin 2010.) http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Kosovo

Du Kosovo au nouvel « empire » des Balkans (Jean-Sylvestre Mongrenier. 23. 07.2007. article en ligne. Consulté en juin 2010.)

L'implosion d'une construction fragile [La Yougoslavie au bord de l'écroulement](http://www.chutedumur.com/resonances/182-1989n-la-yougoslavie-au-bord-de-lecroulement-.html) (Natasha Wunsch. Yugoslavia, Février 18, 2007. En ligne. Consulté en juin 2010.) <http://www.chutedumur.com/resonances/182-1989n-la-yougoslavie-au-bord-de-lecroulement-.html>

Le monde diplomatique (juillet 1998) La résistible dislocation du puzzle. (SAMARY Catherine. Article en ligne. Consulté en juin 2010. <http://www.monde-diplomatique.fr/mav/45/>)

La Yougoslavie cesse d'exister. Les Serbes face à l'impossible ! Yougoslavie. (article en ligne. Consulté en juin 2010.) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Yougoslavie>

Kosovo. Article en ligne. Consulté en juin 2010.) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>

L'aménagement linguistique dans le monde. Province du Kosovo (23-07-2010) article en

- ligne. Consulté en juin 2010.) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>
- Ils auraient voulu vivre en harmonie, en créant des liens d'amitiés, de sangs, mais le destin voulu que Ces politiciens Serbes brisent leurs rêves ! La Yougoslavie de Tito écartelée: 1945-1991. (édition l'Harmattan) Par Catherine Lutard-Tavard (le 28 septembre 2005. Consulté en juin 2010.) http://books.google.be/books?id=VrOfkjD4vjoC&pg=PA481&lpg=PA481&dq=M%C3%AAme+si+les+histoires+humoristiques+sont+anecdotiques+et+font+partie+du+%C2%AB+folklore+populaire+%C2%BB,+elles+traduisent+un+%C3%A9tat+d%E2%80%99esprit+qui,+entretenu+et+manipul%C3%A9,+peut+ancrer+des+jugements+de+valeurs+dans+les+esprits.+Certaines+attitudes+p%C3%A9joratives+ont+pu+traduire+un+certain+racisme+et,+par+cons%C3%A9quent,+fragiliser+d'avantage+les+relations+entre+les+nationalit%C3%A9s.&source=bl&ots=l5l_c2JBUi&sig=i-UVqVKIE1uevFKIAhNqo76qfgs&hl=fr&ei=ziMPTePJEJOBhQfhpv23Dg&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=1&ved=0CBcQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false
- La déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Kosovo. (article en Ligne. Consulté en juin 2010.) <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/kosovo.htm>
- L'Avenir des Balkans, oui, mais à quel prix ? Courrier de la Planète. Balkans. Un avenir européen. Grand Entretien avec Claude Fischer [ConfrontationS Europe](#), François Lerin [CIHEAM/Institut agronomique méditerranéen de Montpellier](#), Doris Pack [Députée européenne Allemagne, CDU, Présidente de la délégation pour les relations avec les pays d'Europe du sud-est](#) Jacques Rupnik [Centre d'études et de recherches internationales](#). (20 juin 2008. En ligne. Consulté en juin 2010. <http://www.courrierdelaplanete.org/85/article1.php>